

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 MARS 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/180		
SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT - ATTRIBUTION DE NEUF SUBVENTIONS D'UN MONTANT GLOBAL DE 903 195,00 € POUR SEPT PROJETS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/180

BUREAU DU 18 MARS 2024

**O B J E T : SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES AU
TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE
LOGEMENT - ATTRIBUTION DE NEUF SUBVENTIONS
D'UN MONTANT GLOBAL DE 903 195,00 € POUR SEPT
PROJETS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°19/11/383 du 13/11/2019 relative au transfert de compétences et notamment du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) entre le Conseil Départemental du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le règlement intérieur du FSL approuvé par le Conseil Métropolitain du 16/10/2023,

VU l'agrément obtenu par l'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL), l'Association pour le Logement Individuel Et Autonome (ALINEA), l'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA), la FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL, l'association EN CHEMIN, l'association Fondation Agir Contre l'Exclusion Var (FACE VAR), l'association LOGIVAR, l'association ITINOVA et l'association Olbia Var Appartements (OVA), au titre de la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement instaurant de nouvelles modalités d'agrément pour les organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU le tableau de synthèse et les projets de convention annexés,

CONSIDERANT que dans leur projet associatif, les associations concernées facilitent l'insertion durable des métropolitains, notamment au travers d'accompagnements vers l'accès et le maintien dans un logement autonome et décent, objectif à l'origine de la création des Fonds de solidarité pour le logement,

CONSIDERANT l'utilité de couvrir l'ensemble du territoire en permettant l'accueil, le conseil, l'information et l'accompagnement des métropolitains, en difficulté dans la réalisation de leur projet logement, favorisant ainsi l'insertion socio-économique,

CONSIDERANT qu'il s'agit, par ces subventions, de permettre la mise en œuvre de projets pour les actions suivantes :

- accompagnement social lié au logement,
- accompagnement prévention des impayés d'énergie,
- dispositif d'information et d'orientation des jeunes et bail accompagné,
- accompagnement en logement temporaire,
- sous-location avec bail glissant,
- insertion logement,
- autonomie des jeunes.

CONSIDERANT que l'ensemble des actions proposées par ces associations concourent à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat et d'attractivité du territoire, en favorisant le parcours résidentiel, en sécurisant les bailleurs et en développant des partenariats efficaces,

CONSIDERANT qu'il convient de soutenir ces actions en attribuant à ces 9 associations une subvention pour la réalisation de ces projets,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER, au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement, des subventions à neuf associations pour un montant total de de 903 195,00 € (neuf cent trois mille cent quatre-vingt-quinze euros) conformément au tableau annexé.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les conventions annexées.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024 à l'opération n° 5217-Chapitre 65.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 mars 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION ALINEA RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2024

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....

D'une part,

ET

L'association ALINEA ayant son siège 6, Traverse Lirette - 83000 TOULON, représentée par sa Présidente Myriam VALVERDE dûment habilitée par son Conseil d'Administration,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association ALINEA s'est donné comme objet de contribuer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à un logement autonome.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'Association, et compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement l'association ALINEA.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - L'engagement de l'association

L'association ALINEA s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2024 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose de réaliser sur le territoire d'intervention de Toulon, la Valette et La Garde, 65 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active (ASLL), des actions d'accueil, d'information et d'orientation (AIO), des mesures d'accompagnement socio-éducatif de jeunes hébergés en logement temporaire (ALT), et une action de bail accompagné.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 - L'engagement de référence de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'Association ALINEA à hauteur de 162 450,00€ (cent soixante-deux mille quatre cent cinquante euros) pour l'année 2024.

ARTICLE 3 - Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2024, transmis au plus tard le 15 janvier 2025.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 - La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

ARTICLE 5 - L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 162 450,00€ (cent soixante-deux mille quatre cent cinquante euros).

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2024. Le comptable assignataire est le SERVICE DE GESTION COMPTABLE de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte

ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 - Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 - Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 - Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 - La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 - Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 - Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 - La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association ALINEA.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'association
ALINEA

Myriam VALVERDE

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION, RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2024

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....

D'une part,

ET

L'association de Prévention et d'Aide à l'insertion, ayant son siège 5 Avenue Garibaldi 83500 LA SEYNE SUR MER représentée par sa Présidente - Cristina DE ROBERTIS dûment habilitée par son Conseil d'Administration,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association de prévention et d'aide à l'insertion (APEA) s'est donnée pour objet la promotion, la gestion et le développement d'actions auprès d'enfants, de jeunes, de familles et de leur milieu de vie.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'Association, et compte tenu de l'intérêt de son action, il a été décidé de soutenir financièrement l'association de prévention et d'aide à l'insertion.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 - L'engagement de l'association

L'association s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2024 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de la Seyne sur Mer, Ollioules et Six-Fours, 30 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active (ASLL).

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 - L'engagement de référence de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'association à hauteur 47 184,00€ pour l'année 2024.

ARTICLE 3 - Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2024 au plus tard le 15 janvier 2025.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 - La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

ARTICLE 5 - L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 47 184,00€ (quarante sept mille cent quatre vingt quatre euros).

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2024. Le comptable assignataire est le SERVICE DE GESTION COMPTABLE de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte

ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 - Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 - Les obligations de l'association

L'Association s'engage:

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes-rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 - Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 - La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 - Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 - Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 - La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

La Présidente de l'Association de
prévention et d'aide à l'insertion

Cristina DE ROBERTIS

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION EN CHEMIN RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2024

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n° du.....

D'une part,

ET

L'association EN CHEMIN, ayant son siège 10, Bd Frédéric Mistral 83400 HYERES, représentée par son Président – Paul LAMBERT dûment habilité par son Conseil d'Administration,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association EN CHEMIN s'est donné comme objet de mettre en œuvre tous les moyens pour accompagner de manière personnalisée des personnes ou des ménages en difficulté vers l'insertion sociale, le retour à l'autonomie et l'activité

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association EN CHEMIN.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : L'engagement de l'association

L'association EN CHEMIN s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2024 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Carqueiranne, Hyères, La Crau, La Garde, La Valette, Le Pradet, et Le Revest, pour 55 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2024 l'association EN CHEMIN à hauteur de 86 501,00€.

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2024 au plus tard le 15 janvier 2025.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 86 501,00€ (quatre vingt six mille cinq cent un euros).

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2024. Le comptable assignataire est le SERVICE DE GESTION COMPTABLE de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association EN CHEMIN.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'Association
EN CHEMIN

Paul LAMBERT

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION FACE VAR RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2024

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....

D'une part,

ET

L'association FACE VAR, ayant son siège 25, rue Victor Clappier - 83000 TOULON, représentée par sa Directrice - Cécile ROBLET dûment habilitée par son Conseil d'Administration,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association FACE VAR s'est donné comme objet de mettre en œuvre tous les moyens pour agir contre les exclusions, et favoriser l'insertion des personnes ou des ménages en difficulté, notamment en matière de logement.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association FACE VAR.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - L'engagement de l'association

L'association FACE VAR s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2024 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon 70 mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL) en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 - L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2024 l'Association FACE VAR à hauteur de 105 700 Euros.

ARTICLE 3 - Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2024 au plus tard le 15 janvier 2025.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 - La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

ARTICLE 5 -L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 105 700,00€ (cent cinq mille sept cent euros).

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2024. Le comptable assignataire est le SERVICE DE GESTION COMPTABLE de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 - Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 - Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 - Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 - La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10- Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 - Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 - La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association FACE VAR.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Pour le Président de l'association
FACE VAR et par délégation

Cécile ROBLET

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION ITINOVA RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2024

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....

D'une part,

ET

L'association ITINOVA, ayant son siège Immeuble Palais Liberté- 41, Place de la Liberté- 83000 TOULON représentée par son Président Monsieur Jacques DUPOYET dûment habilité par son Conseil d'Administration,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association s'est donné pour objet de concevoir, mettre en œuvre tous moyens, pour que chaque personne qu'elle prend en charge, puisse développer sa personnalité, prendre conscience de sa dignité, du respect dû aux autres, conduire librement son propre destin et engager sa responsabilité dans l'évolution de la société.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association ITINOVA.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - L'engagement de l'association

L'association ITINOVA s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2024 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon, la Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier, 85 mesures d'accompagnement social liées au logement (recherche et insertion durable), 35 mesures d'accompagnement prévention impayé d'énergie (APIE), et une action de « sous-location avec bail glissant ».

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement,
- La lutte contre la précarité énergétique.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 - L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'association ITINOVA à hauteur de 180 424,00€ pour l'année 2024.

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2024 au plus tard le 15 janvier 2025.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 180 424,00€ (cent quatre vingt mille quatre cent vingt-quatre euros).

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2024. Le comptable assignataire est le SERVICE DE GESTION COMPTABLE de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte

ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association ITINOVA.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'association
ITINOVA

Monsieur Jacques DUPOYET

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION LOGIVAR-UDV RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2024

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n° du.....

D'une part,

ET

L'Association LOGIVAR-UDV, ayant son siège 51 Rue Suzanne - 83000 TOULON représentée par son Président – Christophe MICHEL dûment habilité par son Conseil d'Administration,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association LOGIVAR-UDV s'est donné pour objet de participer à la promotion humaine de ceux qui sont en situation de marginalité et de pauvreté, en lien étroit avec la diaconie.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association LOGIVAR-UDV.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : L'engagement de l'association

L'association LOGIVAR-UDV s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2024 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon et La Seyne-sur-Mer 35 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2024 l'association LOGIVAR-UDV à hauteur de 55 046,00€.

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2024 au plus tard le 15 janvier 2025.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 55 046,00€ (cinquante-cinq mille quarante-six euros).

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2024. Le comptable assignataire est le SERVICE DE GESTION COMPTABLE de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte

ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association LOGIVAR-UDV.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'Association
LOGIVAR-UDV

Christophe MICHEL

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION OLBIA VAR APPARTEMENTS RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2024

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....

D'une part,

ET

L'association OLBIA VAR APPARTEMENTS, ayant son siège 32, Chemin du Pont de Bois - 83200 TOULON représentée par son Président Philippe GUINET dûment habilité par son Conseil d'Administration,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association OLBIA VAR APPARTEMENTS s'est donné comme objet de mettre en œuvre tous les moyens pour accompagner de manière personnalisée des personnes ou des ménages en difficulté afin que ceux-ci puissent réussir à s'insérer durablement dans un logement.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association OLBIA VAR APPARTEMENTS.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : L'engagement de l'association

L'association OLBIA VAR APPARTEMENTS s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon, la Seyne-sur-Mer, Ollioules et Six-Fours, 116 mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL).

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2024 l'association OLBIA VAR APPARTEMENTS à hauteur de 185 578,00€ (cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent soixante-dix-huit euros).

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2024 au plus tard le 15 janvier 2025.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 185 578,00€ (cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent soixante-dix-huit euros).

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2024. Le comptable assignataire est le SERVICE DE GESTION COMPTABLE de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association OLBIA VAR APPARTEMENTS.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'Association
OLBIA VAR APPARTEMENTS

Philippe GUINET

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATIONS SUR LE LOGEMENT (ADIL) DU VAR RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2024

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°du Bureau Métropolitain du,

D'une part,

ET

L'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL), 1766 chemin de la Planquette 83130 LA GARDE, déclarée en Préfecture le 16 mars 1978, représentée par Monsieur Jean Louis PICOCHÉ, Président, dûment habilité,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique par le logement, notamment par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'ADIL du Var s'est donné comme objectif de contribuer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à un logement autonome. L'association intervient depuis de nombreuses années auprès de tous les publics pour des missions d'information, et auprès de publics fragiles pour le traitement de l'impayé de loyer et la lutte contre l'exclusion par le logement, pour le traitement de l'habitat indigne et indécent.

C'est pourquoi, considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées au sein de la Métropole, et compte tenu de son expertise et de l'intérêt de son action, il a été décidé de soutenir financièrement L'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL).

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : L'engagement de l'association

L'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL) s'engage à mettre en œuvre son programme d'action 2024 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose de contribuer sur le territoire d'intervention de Toulon Provence Méditerranée, à l'animation et le suivi de la convention intercommunale d'attribution (CIA) et particulièrement en assurant le déploiement de la commission métropolitaine de coordination des attributions de logements sociaux, en lien étroit avec la Métropole.

Cette commission est prévue par le CCH (art. L441-1-6) et s'inscrit dans le cadre de la Convention Intercommunale des Attributions (CIA).

La commission métropolitaine de coordination est une instance consultative qui a pour rôle d'analyser les situations relevées par tout partenaire ne trouvant pas de réponse satisfaisante dans le cadre des démarches ordinaires d'accès au logement social, de coordonner les informations relatives à la situation des ménages, et de poser un diagnostic partagé. Elle identifie des ménages qu'elle estime devoir être proposés en priorité aux commissions d'attribution des logements locatifs sociaux par les réservataires à mesure que des logements correspondant à leur typologie se libéreront.

La commission se réunira quatre fois par an, chaque trimestre. Le calendrier sera fixé en début d'année pour l'année en cours et communiqué à tous les membres. Elle étudiera au maximum 50 dossiers par séance.

L'ADIL, opérateur désigné par la métropole, est missionné pour :

Assurer le secrétariat de la commission en appui de la Métropole :

- centralisation des dossiers déposés par les prescripteurs dans un tableau dédié pour faciliter la présentation lors du passage en commission ;
- vérification de la complétude des dossiers et relance auprès des prescripteurs pour l'obtention des pièces manquantes ;
- étude de la recevabilité au regard des conditions mentionnées dans le règlement intérieur ;
- diffusion aux membres ayant confirmé leur participation une semaine au plus tard avant la séance de la liste des dossiers présentés à la commission ;
- à l'issue de chaque séance, rédaction d'un compte rendu synthétique actant l'ensemble des propositions édictées et diffusion par mail à l'ensemble des membres de la commission une semaine maximum après chaque réunion.
- notification du statut « public métropolitain » au sein du logiciel SNE pour les ménages retenus par les membres de la commission.

Assurer le traitement des dossiers recevables :

- Etude de l'éligibilité au statut « prioritaire métropolitain » des dossiers au regard des critères du règlement intérieur et définition des propositions de décisions à destination des membres de la commission ;
- réaliser si besoin un diagnostic social approfondi le cas échéant en lien avec les référents administratifs et sociaux du ménage ;
- formuler des préconisations fines et adaptées sur chaque situation concernant la typologie du logement requis et les mesures annexes à mettre en place pour sécuriser le relogement.
- l'association mobilise ses professionnels de l'intervention socio-administrative et juridique pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement. Cela au titre de l'expertise et de la vocation de l'ADIL.

Assurer l'animation des séances de la commission :

- passage en revue en premier lieu des situations des ménages de la file active ;
- présentation dans un 2^{ème} temps des nouvelles situations : éléments administratifs, conclusions du diagnostic social établi et état des préconisations;

Garantir le suivi des dossiers traités par la commission :

- déclenchement des mesures d'accompagnement préconisées auprès du SIAO en lien avec les référents sociaux quand il y en a ;
- transmission aux bailleurs sociaux d'un tableau à compléter chaque mois qui recensera les propositions faites aux ménages de la file active métropolitaine, les passages en CALEOL, les décisions des ménages et éventuelles signatures de bail ;
- tenue d'un tableau de suivi de la file active permettant de comptabiliser les baux signés, les refus, les situations non résolues qu'elle communiquera en amont des commissions. Les membres de la commission de coordination s'engagent, chacun en ce qui les concerne, à actualiser le tableau en cas d'évolution.

Enfin, une fois par an, l'opérateur dressera en lien avec la métropole un bilan d'activité de la commission qui comportera une analyse quantitative et qualitative de la file active sur l'année écoulée, pour validation en CIL.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein des services Habitat et FSL métropolitains, qui l'accompagne.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à mettre à disposition l'ensemble des outils et accès (tel que le SNE) auprès de l'ADIL afin que l'agence puisse accomplir pleinement sa mission.

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL) à hauteur de 60 000€ pour l'année 2024.

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'association devra fournir :

- un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2024, transmis au plus tard le 15 Janvier 2025.

Celui-ci servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

Les référents des services Habitat et Fonds de solidarité pour le logement exercent le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la Métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 60 000,00€ (soixante mille euros).

Il est imputé au budget principal métropolitain, pour l'exercice 2024. Le comptable assignataire est le SERVICE DE GESTION COMPTABLE de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif

A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la Métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 9 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL).

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole

Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'ADIL

Monsieur Jean Louis PICOCHÉ

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2024

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....

D'une part,

ET

La fondation Apprentis d'Auteuil, ayant son siège 40, rue Jean de la Fontaine -75016 PARIS représentée par son Président M. Jean-Marc SAUVE dûment habilitée par son Conseil d'Administration,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'offre de logements abordables, ordinaires ou adaptés, à destination des personnes défavorisées, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

La mobilisation du parc privé à des fins sociales et le développement de l'intermédiation locative ont été identifiés comme des leviers d'action majeurs, complémentaires au parc locatif social.

Apprentis d'Auteuil, au travers de la Résidence Sociale à Orientation Educative du fort Saint Antoine (RSOE), s'est donné comme objet de contribuer à favoriser l'accès direct au logement, sans passer par les dispositifs d'hébergement, et d'accélérer la sortie de l'hébergement vers le logement de tout jeune dont la situation administrative le permet, en mobilisant un accompagnement adapté à ses besoins. Ainsi, elle a pu capter entre 2020 et 2021, cinq logements, en intermédiation locative permettant l'insertion socio-économique durable des jeunes.

C'est pourquoi, suite à la demande d'Apprentis d'Auteuil, compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement la RSOE du fort Saint Antoine, notamment

pour la gestion locative et l'accompagnement de ces logements pour 2024. Cette action s'inscrivant dans les orientations du Fonds de solidarité Métropolitain.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - L'ENGAGEMENT D'APPRENTIS d'AUTEUIL

Apprentis d'Auteuil s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2024 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, par la présente convention la fondation s'engage à développer à son initiative et sous sa responsabilité, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, l'offre de logements abordables, ordinaires ou adaptés, à destination des jeunes défavorisés.

Dans le cadre des missions relevant de la RSOE, la fondation dispose d'une expertise permettant l'insertion par le logement et l'emploi des jeunes.

Cet accompagnement socio-éducatif lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des ménages et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant l'accès et le maintien dans le logement des jeunes défavorisés.

Il peut se dérouler dans le cadre de la location en vue de sous-location avec ou sans glissement de bail, l'opérateur concluant avec les ménages une convention d'occupation temporaire à titre onéreux.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec la personne concernée. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 - L'ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne la fondation.

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'Association Fondation Apprentis d'Auteuil pour l'année 2024 pour l'action suivante :

- **Insertion logement - autonomie des jeunes** : gestion locative adaptée et accompagnement social lié au logement en file active de 5 jeunes dans un logement (logement temporaire sous location, bail glissant si possible...) financé à hauteur de 20 312,00€.

Dans le cadre de la location en vue de sous-location, l'opérateur conclut avec les ménages une convention d'occupation temporaire à titre onéreux. La durée du contrat d'occupation ne peut excéder 12 mois, renouvelable pour une période de 6 mois maximum. Ce renouvellement est soumis à l'accord expresse de la Métropole sur la base d'une demande motivée adressée par l'opérateur au plus tard 1 mois avant la date d'expiration du contrat d'occupation.

Le logement doit comprendre un loyer abordable rendant réalisable les options de glissement de bail, ou de maintien dans le logement temporaire.

A chaque fin de prise en charge dans un logement, la Métropole est informée en amont. Elle pourra orienter des jeunes directement vers l'association (coordination FAJ/FSL).

ARTICLE 3 - LA DUREE DE L'ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

ARTICLE 4 - L'ENGAGEMENT COMPTABLE ET LE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention de la Métropole pour la durée de l'action est arrêté à 20 312 euros (vingt mille trois cent douze euros).

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2024. Le comptable assignataire est le SERVICE DE GESTION COMPTABLE de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

- Conformes à la législation relative au logement décent et situés dans un immeuble ne présentant pas de caractère de dangerosité ou d'insalubrité
- Accessibles en transports en commun
- Du parc privé
- Dont le coût de location hors charge n'excède pas le loyer plafond.

L'opérateur s'engage à capter de manière prioritaire des logements à loyers social ou très social, conventionnés avec l'ANAH. Dans cette perspective, dans le cadre de leurs démarches de prospection de nouveaux logements, l'opérateur s'engage à proposer systématiquement aux propriétaires de conventionner leurs logements avec l'ANAH.

ARTICLE 5 - EVALUATION DE L'ACTION

L'opérateur s'engage à transmettre à la Métropole selon la fréquence indiquée :

- Un suivi des logements captés au fil de l'eau ainsi que les baux signés à transmettre par mail,
- Une information concernant les glissements de bail au fur et à mesure,
- L'outil de gestion (FSL/ASLL) renseigné pour chaque situation,
- Un bilan annuel, support du dialogue de gestion, comprenant :
- Une présentation de l'atteinte des objectifs et une analyse des difficultés rencontrées
- Une présentation de la répartition des coûts réels supportés par l'opérateur entre les différents postes de dépense ainsi que le nombre d'ETP affectées.

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

La RSOE devra fournir un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au plus tard le 30 avril 2025, après clôture des comptes et consolidation des données statistiques.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 6 - LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 - LES OBLIGATIONS DE LA FONDATION

La RSOE s'engage :

- À souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- À adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- À ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- À valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- À fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

- Le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
- Les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- À faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- À respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- À faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 - DIVERS

La RSOE fera par ailleurs son affaire :

- De la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- De l'accueil des personnes,
- Du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de la fondation.

ARTICLE 9 - LA RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 - LE REVERSEMENT D'UNE PARTIE DE LA SUBVENTION EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE LA RSOE

En cas de non-respect par la RSOE de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 - LE TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 - LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à la fondation Apprentis d'Auteuil.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée


Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'Association
Fondation Apprentis d'Auteuil

Jean-Marc SAUVE

Et par délégation
Frédéric BAUDOT

Annexe 1

<div> <div> <div>MÉTROPOLE</div> <div>TOULON</div> <div>PROVENCE</div> <div>MÉDITERRANÉE</div> <div>www.metropoleTPM.fr</div> </div>  </div> <div> Soutien aux associations conventionnées au titre du Fonds de Solidarité pour le logement Année 2024 </div>			
ASSOCIATIONS	OBJET DE LA SUBVENTION	SECTEURS	Montants proposés
ALINEA	Accompagnement social lié au logement-jeunes	TOULON LA VALETTE LA GARDE	162 450€
	Dispositif d'accueil d'information et d'orientation des jeunes (AIO)		
	Action logement des jeunes hébergés en logement temporaire (ALT)		
	Bail accompagné jeunes		
APEA	Accompagnement social lié au logement	LA SEYNE OLLIOULES SIX FOURS	47 184€
EN CHEMIN	Accompagnement social lié au logement	CARQUEIRANNE HYERES LA CRAU LA GARDE LA VALETTE LE PRADET LE REVEST	86 501€
FACE VAR	Accompagnement social lié au logement	TOULON	105 700€
ITINOVA	Accompagnement social lié au logement	TOULON LA SEYNE	180 424€
	Accompagnement prévention des impayés d'énergie		
	Sous-location avec bail glissant		
LOGIVAR-UDV	Accompagnement social lié au logement	TOULON LA SEYNE	55 046€
OVA	Accompagnement social lié au logement	TOULON LA SEYNE OLLIOULES SIX FOURS	185 578€
ADIL	Accompagnement social lié au logement renforcé	TPM	60 000€
APPRENTIS D'AUTEUIL	Accompagnement social lié au logement renforcé	TPM	20 312€
TOTAL			903 195,00 €